



★ Mobiliser pour Construire ★

**ACTION TCHADIENNE POUR L'UNITÉ ET LE SOCIALISME / PARTI
RÉVOLUTIONNAIRE POPULAIRE ET ÉCOLOGIQUE
(ACTUS / PRPE)**

Courriel : actus-prpe@club-internet.fr

N/Réf : 52/SG/2009

**DÉCLARATION DE L'ACTUS/PRPE SUR LE VERDICT DE LA CPI À L'ENCONTRE DU
PRÉSIDENT OMAR EL BECHIR.**

La Cour pénale internationale(CPI) de La Haye a lancé ce jour 04 Février 2009, un mandat d'arrêt international contre le président soudanais Omar El Béchir, accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité dans le conflit du Darfour.

L'ACTUS aujourd'hui dénommée: Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme/Parti Révolutionnaire Populaire et Écologique (ACTUS/PRPE)* exprime sa condamnation et son indignation face à cette décision scélérate et injuste de la CPI. Nous adressons au Président Omar El Béchir et au Peuple frère du Soudan notre solidarité militante et anti-impérialiste.

En effet, cette décision est sous-tendue en filigrane par des motivations politico-économiques contre un président africain en exercice et dont le pays fut déjà classé injustement dans les années 90 par les USA, comme faisant partie de l'empire du mal aux côtés de la Corée du Nord, de Cuba, de l'Iran, de la Syrie, de l'Irak...

Pourquoi un tel acharnement contre le Président El Béchir par l'impérialisme occidental alors que l'Union Afrique (UA) désapprouve cette croisade? Le président de la commission de l'UA, Jean Ping a déclaré que cette décision menace la paix au Soudan. Mieux encore nombre de dirigeants africains qualifiés de pro-occidentaux parmi lesquels le Président Abdoulaye Wade du Sénégal se sont opposés à cette croisade. Il serait injuste de qualifier tous les dirigeants d'un Continent d'être atteints de cécité politique. L'opposition à ce verdict s'amplifie dans les pays du Sud et notamment la Ligue arabe dans son communiqué de ce jour désapprouve cette décision, l'Organisation de la conférence islamique la condamne. L'Egypte pro-occidentale a aussi exprimé sa désapprobation à laquelle viennent s'ajouter la Russie et la Chine deux pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU qui ont exprimé leur scepticisme...

La cruelle vérité dans cette tragédie du Darfour et dont la principale genèse est sciemment occultée par les médias occidentales, est le soubassement politico-énergétique, le pétrole, dont regorge ce pays arabo-africain. L'Occident se préoccuperait-il autant du sort des africains? Dans l'affirmative, pourquoi continue t-il à maintenir le système d'exploitation et des pillages des ressources des pays du Sud qui maintiennent des millions des Peuples dans la misère avec pour conséquence des millions de morts ? Pourquoi avait-il imposé et soutenu hier et aujourd'hui des criminels dictateurs tels que Mobutu en RD. Congo, Sukarto en Indonésie, Batista à Cuba, Pinochet au Chili, Eyadéma au Togo, le Shah en Iran, Idriss Déby au Tchad...

Au demeurant rappelons que selon les rapports des Associations des Droits de l'Homme, le dictateur Déby imposé au peuple tchadien par la France, est responsable de la mort de plus 25000 Tchadiens en 19 ans de règne. Il bénéficie du soutien inconditionnel politique, diplomatique, financier et militaire de l'impérialisme français. Où sont ces médias et cette armée des Droits l'Homme face crimes contre l'humanité que continue de commettre quotidiennement le tyran Déby au Tchad ?

L'hypocrisie ahurissante avec laquelle la crise de Darfour bas le record de cotation en bourse de désinformations et de préparation des esprits pour une future guerre d'agression et d'occupation à l'instar de l'Irak est insupportable. En effet, non loin du Soudan, dans la région de Kivu à l'Est de la République démocratique du Congo, se poursuit une horrible guerre, la plus meurtrière après la seconde guerre mondiale. Elle a déjà englouti plus de 5 millions de congolais depuis 1995. L'Occident est aphone et aveugle face à cette tragédie dans cette partie du continent où l'inexistence de l'odeur du pétrole ne réveille pas les tintamarres des soldats des« droits humanitaires et d'ingérence » en Occident.

Les campagnes « Save Kivu » ou « Sauver le Kivu » n'ont jamais été lancées, la mobilisation des médias est aussi néant. Selon les sources occidentales, le Soudan possède de gigantesques réserves de pétrole qui rivaliseraient avec celles de l'Arabie Saoudite. Cependant, l'Occident voit déjà d'un mauvais œil l'exploitation actuelle du pétrole soudanais par le groupe pétrolier chinois (CNPC) qui augmenterait davantage sa production dans les années à venir. Ce qui compromettrait dangereusement le projet de contrôle exclusif du pétrole africain par les multinationales occidentales. Selon la revue américaine *The New Statesman* du 20 juin 2007, d'ici 10 ans, les importations des USA du pétrole africain supplantera celles du Moyen-Orient pour atteindre entre 25 et 35 %.

Outre le projet de la mainmise sur les immenses ressources minières du Soudan par l'impérialisme occidental, la non-soumission du Président Omar El Béchir aux injonctions de ce dernier a déclenché sa furie guerrière depuis les années 90, en utilisant tous les moyens afin de le décapiter. La liste noire susmentionnée des pays appartenant à l'empire du mal établie par les USA, révèle que tous ces pays possèdent un dénominateur commun : c'est celui de mener une politique d'indépendance nationale et de contrôler leurs économies.

Il est de notoriété publique que le régime soudanais du Président El Béchir, contrairement à nombre des pouvoirs africains qui sont imposés, soutenus militairement, économiquement et diplomatiquement par l'impérialisme occidental, est l'un des rares gouvernements indépendants et nationalistes qui œuvrent pour le développement. La récente inauguration du gigantesque barrage de Méroé qui a coûté plus de 2 milliards de dollars en est une illustration éclatante. Contrairement au Tchad du dictateur Déby dont le sport favori demeure le pillage des milliards de pétro-FCFA et l'achat des armes pour exterminer les populations qui résistent à sa tyrannie à travers les Forces de résistance nationale de l'UFR et autres. Les populations n'ont jamais été aussi misérables malgré les milliards de FCFA du pétrole. Leurs conditions de vie deviennent dramatiques d'année en année sans que cela n'émeuve outre mesure ses protecteurs français.

La croisade occidentale contre le régime insoumis soudanais, est marquée chronologiquement par quelques actes de terrorisme occidental :

1- En 1996, les USA ont décidé de geler les avoirs du gouvernement soudanais pour cause d'un état faisant partie de l'empire du mal et d'état voyou. Priver un état de ses avoirs indispensables de mener à bien les projets de développement, c'est compromettre l'avenir des populations avec des conséquences dramatiques. Cet acte de terrorisme d'état des USA est un crime contre l'humanité.

2- Le 20 août 1998 : les Etats-Unis ont lancé depuis le Golfe 19 missiles qui ont pulvérisé l'unique usine de médicaments du Soudan. Le prétexte était qu'elle fabriquait des armes chimiques notamment le gaz toxique VX. Ce qui était archi faux car l'usine produisait 60% des médicaments disponibles au Soudan. Ce crime contre l'humanité a eu des conséquences collatérales dramatiques sur la santé des millions des personnes dont incontestablement des milliers de morts. A l'instar du régime arabe nationaliste du raïs Saddam Hussein assassiné par les USA, qui ont envahi l'Irak depuis 2003 et faisant plus de 1,5 millions de morts et des centaines de milliers de blessés et malades, l'on est en droit de se demander pourquoi la CPI ne s'était-elle pas alors préoccupée de cet autre crime de guerre et crime contre l'humanité en lançant des mandats d'arrêts internationaux contre les Président Etasuniens Georges Bush et Bill Clinton responsables du terrorisme d'état dans ces deux pays? A la fin de l'année 2008, l'Armée israélienne a envahi la bande de Gaza tuant et blessant des milliers de palestiniens. A ce jour, les habitants subissent les dégâts collatéraux de cette occupation. Pourquoi la CPI n'a pas t-elle pas réagi contre les auteurs de ces crimes de guerres et crimes contre l'humanité ?

Le constat est amer. En effet, les dictateurs à l'instar de Déby et tous les pays allié de l'impérialisme occidental sont au dessus des lois internationales. Ils bénéficient de l'assurance tous risques et d'une immunité à vie pour les crimes qu'ils sont par ailleurs encouragés à commettre par leurs protecteurs. Nous avons à faire à une justice impartiale où la force du droit des puissances impérialistes occidentales prime sur la force du droit international en écrasant les jeunes pays du Sud et leurs dirigeants. La CPI, créé et financée majoritairement par les puissances occidentales refusent de sanctionner ses dirigeants responsables de nombreux crimes

de guerres et crimes contre l'humanité voire des génocides (au Rwanda en 1994 qui a fait plus de un million de morts et dont la France avait été fortement impliquée). Les crimes économiques et environnementaux (pillages des ressources naturelles, déforestation, pollutions...) et les crimes politiques (imposition des dictateurs-présidents contre la volonté des Peuples comme c'est le cas du tyran Déby au Tchad), le néo-colonialisme dont sont responsables les puissances impérialistes occidentales, sont autant de crimes contre l'humanité qui ont tué des millions des populations du Sud. Pour sa crédibilité, la CPI aurait du déjà lancer depuis sa création des mandats d'arrêts internationaux contre certains dirigeants politiques occidentaux et les présidents des multinationales rapaces.

La décision du gouvernement soudanais de ne pas appliquer cette décision de la CPI, qu'il considère comme nulle et sans effet est logique et ce d'autant plus que le peuple apporte son soutien massif à son Président Omar El Béchir d'une part et d'autre part le Soudan n'a pas ratifié le protocole de la création de la CPI. En revanche les USA qui n'ont pas ratifié ce protocole de création de la CPI et qui refusent d'extrader ces citoyens coupables de crimes de guerres, sont les premiers à imposer et à se servir de cette institution à des buts politiques contre tous les dirigeants du Sud qui osent mener une politique indépendante. Dans cette logique politique de domination impérialiste, les Présidents nationalistes et anti-impérialistes Hugo Chavez du Venezuela, Evo Morales de Bolivie, Bachar de Syrie, Ahmadinejad d'Iran...seraient les prochaines cibles de la CPI. Laisser agir la CPI contre le Président El Béchir c'est ouvrir un cycle de jugements futurs de tous les dirigeants insoumis du Sud. Qui serait surpris de voir le Président Robert Mugabé du Zimbabwe être condamné par la CPI ? Ce dernier était devenu la bête noire des occidentaux à partir de l'année 2000, depuis sa décision d'exproprier au profit de la majorité de paysans noirs les 70% des riches terres détenues par la minorité de 4000 blancs ex colons britanniques.

3- Février 2003 : La résistance du Peuple soudanais contre les visées impérialistes sur leur pays et son unité autour du président Omar El Béchir a décuplé la rage et la furie guerrière des occidentaux : C'est ainsi qu'ils ont aidé le Président Déby, imposé au Peuple tchadien par l'impérialisme français à créer les prétendus mouvements rebelles de libération du Darfour en février 2003 et notamment le Mouvement pour la Justice et l'Egalité (MJE) du Dr Khalil Ibrahim. Ces mercenaires combattent dans les rangs de l'Armée tchadienne contre les Forces de résistance nationale de l'UFR, causant ainsi des milliers de morts des populations des deux pays. Le Docteur Khalil Ibrahim, Leader du MJE qui se pavane fièrement dans les rues de N'Djaména en toute quiétude et effectue aussi quelques séjours dans la capitale française, a confirmé dans une interview à RFI le 20 octobre 2006, le rôle capital joué par le Général-Président Idriss Déby Itno dans le soutien au MJE. Pourquoi la CPI ne lance t-elle pas des mandats d'arrêts internationaux contre le dictateur Déby et son caniche et mercenaire Dr Khalil Ibrahim pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis dans le Darfour et au Tchad? Pourquoi l'opinion internationale ferme t-elle les yeux contre les multiples agressions caractérisées du Soudan par le dictateur Déby et sa créature le MJE ?

Contrairement aux désinformations du dictateur Déby selon lesquelles les Forces de résistance nationale sont accusées de mercenaires soudanais, alors qu'il est de notoriété publique que leurs Leaders sont des Tchadiens, anciens Officiers, Diplomates, Ministres, Cadres... qui exerçaient jusqu'à une date encore récente dans l'administration tchadienne. Les créations par les Tchadiens (et non par le Président Omar El Béchir des Forces de résistance nationale remontent aux années 90 bien antérieure à l'année 2003 où fut créée le MJE du Dr Khalil par le tyran Déby. De plus, au nom de quel principe, le Peuple tchadien devrait-il refuser toute aide d'où qu'elle vienne y compris du Soudan (constamment agressé par le régime belliqueux tchadien) afin de lutter pour sa survie contre la guerre qui lui est imposée par le dictateur Déby depuis 19 ans ? La France a-t-elle refusé l'aide des alliés (américains et britannique) pour se libérer des Nazi en 1940 ? Pourquoi ne reconnaît-on pas ce même droit au Peuple tchadien qui lutte pour sa survie?

Depuis 2003 une campagne sans précédent est menée par les médias occidentales européennes et occidentales sur le prétendu génocide des Darfouris par le Président El Béchir qui devrait être jugé par la cour pénale internationale (CPI), créée, financée et dirigée par ces mêmes puissances

impérialistes occidentales. Au demeurant, rappelons que le Rapport de l'ONU de 2004 sur le Darfour, a déjà rejeté le terme de génocide. Ce qui fut observé dans la décision de la CPI malgré l'insistance de cette meute qui voudrait voir mentionner ce terme disproportionné. La querelle des chiffres vont de 200.000 à 400.000 le nombre de morts au Darfour à la fin de 2007, dont 70% sont dus à la dégradation dramatique des conditions de vie et entraîné le déplacement de 2,7 millions de personnes depuis 2003. Il y a indéniablement une catastrophe humaine au Darfour que personne ne pourrait nier. Mais les responsabilités incombent entièrement à l'occident qui pour des raisons politiques et économiques ont cru bon devoir de mettre le feu à la poutre et de l'attiser. Les négociations interarabes ou les efforts des pays arabes de l'Union africaine concourent vers une solution pacifique de ce conflit interne. Est-ce un hasard de calendrier que la décision de la CPI tombe quelques jours après les négociations fructueuses de Doha entre le Gouvernement soudanais et les rebelles du MJE ?

Aussitôt après l'annonce de la décision injuste de la CPI, les mêmes rebelles jubilent de joie dans un cynisme sans borne et déclarent qu'ils n'ont plus d'interlocuteur car le Président Omar El Béchir est condamné. Les puissances occidentales continueraient d'attiser le feu en soutenant ces rebelles, créant ainsi l'instabilité et la préparation de l'opinion publique pour une occupation puis une éventuelle capture suivie de l'assassinat du Président soudanais. Le scénario à l'irakienne se reproduirait-il ? Le Peuple soudanais a déjà donné le ton et la réponse à travers les multiples manifestations de soutien à leur Président dans tout le pays en ces termes : « Président, nous te défendrons jusqu'à la dernière goutte de notre sang »

De ce qui précède, c'est plutôt l'Occident et leur valet local Déby qui sont par conséquent responsables des crimes contre les populations du Darfour et du Tchad. La CPI devrait plutôt s'y atteler pour sa crédibilité.

La recolonisation du plus grand pays d'Afrique, en l'occurrence le Soudan, un pays Arabo-africain très riche en ressources minières, serait le point de départ de la soumission du continent. Les Africains ne doivent pas laisser faire ce test de mépris de notre continent par les puissances impérialistes. Nous devrions nous-mêmes établir nos propres lois conformes à nos aspirations afin de résoudre tous les conflits et autres propres d'ordre politique, économique et social qui se poseraient. Nous disposons des ressources humaines et matérielles suffisantes. Il nous faut de la volonté politique pour créer les Etats-Unis d'Afrique, l'unique salut face à cette mondialisation néolibérale dominée par les puissances occidentales.

Face au projet de domination et de démembrement du Soudan par l'impérialisme occidental, il est du devoir des Peuples africains d'être solidaires collectivement avec le Peuple soudanais et son régime. Rejetons la domination des plus forts, rejetons la servitude du droit colonial, c'est une question de notre survie collective dans les pays du Sud et plus particulièrement du Continent africain.

Le 04 Mars 2009

**Pour l'Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme
Parti Révolutionnaire Populaire et Écologique (ACTUS / PRPE)**

Le Secrétaire Général

Dr LEY-NGARDIGAL Djimadoun

Courriel: <actus-prpe@club-internet.fr >

(*) Suite à une scission avec la fraction réactionnaire alliée et soutenue par le dictateur Déby, valet de l'impérialisme international.